

# QUI MAÎTRISE VRAIMENT L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, Salle plénière



Sébastien Imbert, Merav Griguer, François Mattens et Hubert Etienne

Quand on traite de l'intelligence artificielle, vaste sujet, ce sont souvent davantage de questions que de réponses qui émergent, tant les ramifications psychologiques, sociologiques et géopolitiques sont multiples. Mais l'IA, c'est quoi ? « Un ensemble de technologies qui permettent à des machines et à des outils informatiques de réaliser des tâches qu'on associe, en temps normal, à l'intelligence humaine », avance François Mattens. Une définition volontairement très large qui permet dès l'ouverture de ce débat, de poser le défi que cette technologie relève pour l'humanité de demain. Même si, en pratique, elle est déjà très présente dans nos vies : « Quand vous regardez Netflix et qu'on vous fait une proposition de films, ce n'est jamais un hasard. L'algorithme suppose que cela va vous plaire en fonction de ce que vous avez déjà consommé. Idem sur Google, Instagram ou Spotify ». Dans un monde où l'on réfléchit à remplacer les juges par une IA dans l'idée qu'elle serait plus juste, où les banques et les assurances l'utilisent déjà pour attribuer ou non des prêts et des taux, se

posent alors les questions de l'éthique et de la régulation.

Mais alors, face à un tel niveau de précisions dans la connaissance de nos habitudes, il est crucial de s'interroger sur la gouvernance de ces technologies à qui l'on cède nos données. Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, aussi nommés les GAFAM ? Oui, mais pas seulement : une partie de la technologie que ces entreprises produisent leur échappe, jusqu'à atteindre, peut-être dans un futur proche, la notion de singularité, hypothèse selon laquelle

## ANIMATION

**François Mattens**, Directeur des affaires publiques et des partenariats stratégiques à XXII

## INTERVENANTS

**Hubert Etienne**, Président fondateur de Quintessence AI

**Merav Griguer**, Avocate, co-responsable de l'enseignement Protection des données et cybersécurité à l'Université Paris-Panthéon-Assas

**Sébastien Imbert**, Chief Marketing Officer de Septeo

l'IA pourrait agir de manière autonome sans l'intervention humaine et provoquer des changements imprévisibles dans la société. « Des gens comme Elon Musk ou chez OpenAI y réfléchissent déjà », ajoute François Mattens. Pour Sébastien Imbert, directeur marketing de Septeo passé par Microsoft, citant en référence le dernier ouvrage de Ray Kurzweil (*The singularity is nearer*, 2024), il faut s'attendre à ce que d'ici 2029, le test de Turing qui faisait référence jusqu'à présent pour évaluer les performances d'une IA, soit dépassé. « D'ici là, on sera probablement en lien avec des IA qui se mettront à notre niveau parce qu'elles seront plus en capacité que nous de résoudre certains problèmes. Elles vont s'adapter à leurs interlocuteurs. On rentre dans de nouveaux modèles et c'est passionnant ».

### **« Nos capacités mémorielles ont été réduites parce qu'on se repose sur le Web »**

Hubert Étienne

Pour lui, ce n'est pas tant de savoir qui contrôle l'IA, mais surtout qui en contrôle la puissance de calcul. Car les GAFAM dépendent aussi de leurs capacités de stockage, financées par des fonds d'investissement et des banques, à qui des experts éthiques travaillent à donner un cadre responsable et respectable à l'utilisation que nous faisons de l'IA. « Et donc, qui maîtrise l'IA ? C'est cet alignement de tous ces acteurs pour en faire un bon usage » conclut Sébastien Imbert. Pour l'heure, rien n'indique que l'usage d'une IA généralisée puisse être considéré comme une évolution positive tant les dangers sont nombreux, comme le démontre Hubert Etienne, éthicien en intelligence artificielle passé par Meta,



qui imagine deux voies possibles : une IA ayant atteint la singularité technologique, plus intelligente que les êtres humains et qui voudrait soit les exterminer, soit les aimer. « On peut considérer qu'aujourd'hui, on est déjà un peu asservi par les machines. Nos capacités mémorielles ont été réduites parce qu'on se repose sur le Web » estime-t-il. Jusqu'où cet asservissement pourrait aller ? À en croire OpenAI ou Deep Mind, les deux laboratoires les plus puissants dans ce domaine, l'objectif qui relève presque de la science-fiction serait de créer GenAI, une espèce de Dieu qui prendrait toutes les décisions stratégiques de l'humanité : investissement, décisions politiques... et même sur nos vies amoureuses. Mais le veut-on réellement ?

Sur un plan purement légal, Merav Griguer rappelle l'adoption en 2024 par le Parlement européen de l'IA Act, qui prévoit des amendes jusqu'à 35 millions d'euros et 7% du chiffre d'affaires annuel et qui suscite des inquiétudes au sein des grandes entreprises concernées. Ce texte suffira-t-il à insuffler une éthique ? « Personnellement, cela me paraît impossible. Il faut toujours tenter de réguler, mais c'est un vœu pieu » avance-t-elle. Hubert Etienne est lui, encore plus tranché sur la question. « Il y a plein de métiers que j'aimerais voir disparaître, liés à la bureaucratie, et qu'on n'ait plus de déclaration d'impôts à faire, que tout

soit automatisé. Mais je ne suis pas en train de dire qu'il faut virer tous les fonctionnaires » ajoute-t-il, supposant que certains métiers pourraient être réorientés vers d'autres tâches avec davantage de sens pour les êtres humains qui les exercent.

**« Il faut débiaiser les hommes parce que ce sont eux qui communiquent leurs biais »**

Hubert Étienne

Car c'est aussi là l'un des bénéfices de l'IA, qui pourrait remplacer les humains seulement dans les métiers sans épanouissement, répétitifs et laborieux. C'est l'argument qu'avance Sam Altman, directeur général d'OpenAI. Hubert Étienne prend pour exemple les modérateurs de contenu, employés pour un demi-dollar par heure dans des pays du tiers-monde pour trier les contenus publiés sur les réseaux sociaux et supprimer ceux où il y a de la violence, de la pornographie et de la haine, avec tous les traumatismes que ces métiers engendrent. « Ça, c'est tout le travail laborieux de l'IA » dénonce-t-il. En pratique, les États précurseurs en matière d'IA n'en ont pas tous la même utilité, ni la même vision. Du côté des États-Unis, on pense, comme le rappelle Sébastien Imbert, à « une innovation maximum pour des rentabilités économiques maximum avec une régulation minimum », alors qu'en Chine, l'IA est utilisée comme outil de « surveillance sociétale maximale ». D'où l'importance d'une instance de régulation qui fasse consensus. L'ONU ? Merav Griguer et Sébastien Imbert n'en sont pas convaincus. Une nouvelle organisation semblable



Retrouvez  
l'intégralité  
de ce débat  
sur YouTube



à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble plus appropriée.

Reste que derrière ces intelligences artificielles, que l'on imagine atteindre très prochainement une singularité les rendant autonomes, il ne faut pas oublier à quel point elles sont biaisées car produites par une intelligence humaine et donc, par nature, subjective. Comme l'explique Hubert Étienne à propos du machine learning, technique utilisée pour apprendre aux IA à partir de données qu'on leur verse, comme des images, des vidéos, du texte : « Si j'entraîne mon IA à reconnaître des formes et que, dans ma base de données d'entraînement, j'ai 70% de chaises et 30% de tables, elle sera meilleure pour reconnaître les chaises parce qu'elle en aura vu beaucoup plus. Ça dépend de la diversité des éléments que je vais avoir, également, si tout est pareil, ça va être un peu compliqué de détecter des choses un peu novatrices, des chaises un peu design, par exemple. On est dans les biais d'observation, statistiques et algorithmiques. » Mais comment éviter que ces biais ne se produisent aussi sur des thématiques raciales et sexistes comme une classification par l'IA des personnes de couleurs, ou selon leur sexe, à des fins immorales et discriminantes ? Hubert Étienne conclut : « Il faut aussi débiaiser les hommes parce que ce sont les hommes qui communiquent leurs biais. » Preuve que l'IA n'a pas encore tout à fait gagné la partie.